

dévouement et de service et son idéal. Je suis particulièrement heureux de voir dans le discours du trône que le premier ministre, qui a toujours aimé la jeunesse et lui a toujours fait confiance, a l'intention de soumettre au Parlement un programme de nature à combler le vide qui existe en ce domaine.

Ne serait-ce pas merveilleux si bientôt des jeunes de langue française et de langue anglaise, qui désirent consacrer quelques années de leur vie à enrayer la pauvreté, la maladie et l'analphabétisme, pouvaient ensemble, ici ou à l'étranger, se consacrer à cette tâche, tout en apprenant à se mieux connaître! Quel «actif» ce serait pour notre pays que de voir des centaines de membres de cette future élite passer quelques années à travailler à un idéal commun et à apprendre à se connaître mieux!

Et maintenant, monsieur le président, le Canada, comme pays, va-t-il subsister? Pourrions-nous, dans les années à venir, établir au Canada un mode de vie où les deux groupes linguistiques fondateurs de ce pays travailleront en harmonie à l'établissement d'une société exceptionnelle? «Le Canada—disait l'honorable premier ministre, lors d'une entrevue accordée à l'écrivain Terence Robertson—est une fédération dans laquelle les deux groupes linguistiques fondateurs doivent jouer un rôle de partenaires. C'est seulement en admettant ce fait que le Canada pourra demeurer uni».

Les Québécois désirent ardemment demeurer dans la Confédération canadienne. Il y a plus de 430 ans que le fait français est établi sur les côtes du Saint-Laurent. Avant aujourd'hui, nous nous sommes heurtés à de très sérieuses difficultés, mais nous avons clairement établi que nous étions en terre d'Amérique pour y rester et que nous y resterons et continuerons à parler français. La bataille a été trop dure pour que nous recuillons. Il n'y a pas un Canadien de langue française qui soit prêt à renier son passé. Les deux derniers siècles ont été particulièrement difficiles, mais maintenant, en 1965, le Canada français a repris confiance et il désire que son partenaire, le Canada anglais, reconnaisse son existence et sa force.

Ce n'est pas parce que le Québec vit en ce moment une sorte de révolution tranquille que le Canada d'expression anglaise doit s'inquiéter. Au contraire, il doit se réjouir et essayer de comprendre ce qui se passe dans la vallée du Saint-Laurent. Il a été souvent dit par les observateurs de l'évolution économique, sociale et politique au Québec, durant les cinq dernières années, que la province s'est engagée dans un effort gigantesque pour s'établir au cœur du XX^e siècle. Il y a beaucoup de vérité dans cette métaphore. La plupart des Québécois sont conscients d'être pris

dans un authentique et très large mouvement social pour rattraper le temps perdu, réparer les fautes passées et se mettre au diapason du progrès que nous avons rejeté ou ignoré trop longtemps.

Toutefois, le Québec ne désire plus seulement atteindre la moyenne des standards du Canada. Le Québec, aujourd'hui, veut s'établir à l'avant-garde du progrès social à travers le monde; il veut devenir la figure de prône des sociétés modernes et progressives.

Comme Canadiens français, nous voyons un double défi dans ce désir. D'abord, celui d'établir hors de tout doute la vitalité et la hardiesse du fait français en Amérique du Nord, ainsi que notre capacité d'apporter une contribution positive et unique à la vie canadienne, à l'avancement du Canada tout entier, et deuxièmement de justifier par notre compétence et notre travail nos revendications à une participation complète dans toutes les «activités» importantes du Canada: le gouvernement, les affaires, les arts, les sciences, les professions, et ce dans le but de renforcer et de rendre plus dynamique la nation canadienne.

Dans ce sens, nous essayons de nous faire une place dans la Confédération. Nous réalisons que pendant de trop nombreuses années, nous n'avons pas joué notre rôle dans bien des aspects de la vie canadienne, rôle que nous avons et le devoir et le droit de remplir mais que pour des raisons variées et complexes, incluant l'abdication de notre part de quelques-unes de nos responsabilités et d'un certain degré de résistance de la part du Canada anglais, nous n'avons pas joué.

Désormais, c'est changé! Aujourd'hui, nous avons l'intention de devenir un partenaire égal et responsable dans cette aventure commune. En effet, seul un «partnership» complet est l'alternative valable à la séparation. Ce sera seulement quand nous serons membres à part entière de la famille canadienne, avec tous les droits et les responsabilités qui s'ensuivent, que nous nous sentirons réellement chez nous au Canada. Seulement quand nous aurons investi notre part normale dans la vie canadienne et que nous aurons assumé les devoirs et privilèges, nous considérerons-nous les vrais partenaires de la Confédération!

Avec sa largeur de vue et son sens de l'histoire, le premier ministre actuel aura reconnu, comme nul autre ne l'avait fait auparavant, que le Canada ne vivra qu'en tant que les deux groupes linguistiques fondateurs puissent y vivre en vrais partenaires égaux, et l'histoire lui rendra justice à ce sujet, et les Canadiens français lui en devront une reconnaissance inéluctable.